

## NIGERIA 2012

### ETAT DE LAGOS—EMISSIONS OBLIGATAIRES

RESSOURCES  
EXTERNES DE  
LONG TERME

#### Etat de Lagos

- L'Etat de Lagos est un des 36 Etats du Nigéria, deuxième niveau de découpage territorial de la fédération nigériane
- 18 millions d'habitants
- L'État de Lagos s'est engagé en 2008 dans un programme d'émissions d'obligataires d'un montant total de 1,850 Md USD environ

#### Programme d'émissions obligataires

- Emissions obligataires auprès d'investisseurs institutionnels et spécialisés pour financer de grands projets d'investissement
- Dans le secteur des transports, la LAMATA, avec un appui de la Banque mondiale, a mis en place une première ligne de bus en site propre (*Bus Rapid Transit*) qui transporte environ 150 000 passagers par jour et a permis une réduction de 30 % des tarifs, ainsi qu'une réduction de 40 % des temps de trajet. Des opérateurs privés sont partie prenante dans l'exploitation de la ligne, dans le cadre d'un partenariat avec syndicat des transporteurs, *National Union of Road Transport*. Les banques commerciales sont aussi impliquées et ont financé des prêts pour l'acquisition du matériel roulant exploité par les opérateurs privés.

#### CARACTERISTIQUE DES PRÊTS

- 3 émissions obligataires réalisées entre fin 2008 et avril 2010 dans le cadre d'un programme d'émissions
  - Montant total du programme : 275 Md N soit 1,850 Md USD
  - Libérable en plusieurs tranches de 50 Md N (385 M USD)
- Les trois émissions ont été sursouscrites, la dernière lancée en début 2010 à hauteur de 249 %
- Caractère particulièrement favorable des conditions offertes comparées à celles des emprunts d'État :
  - Exonération fiscale des revenus
  - Taux d'intérêt fixe de 13 % à 14,5 % sur cinq à sept ans

#### CONTEXTE (INSTITUTIONNEL, REGLEMENTAIRE, ETC...)

- Depuis 2007, le Nigeria est engagé dans une politique de dévolution de pouvoir et de ressources vers les administrations locales et les États ainsi que dans un programme de réforme de la gouvernance et d'encouragement à la participation à l'échelon local. Le recours au secteur privé pour la fourniture des services est également encouragé.
- Forte fragmentation territoriale des agglomérations et des zones métropolitaines.

---

## CONTEXTE (INSTITUTIONNEL, REGLEMENTAIRE, ETC...)

- Le processus de décentralisation se heurte toutefois à un manque de transparence et à une gouvernance particulièrement déficiente dont les administrations locales constituent le maillon le plus faible : les administrations locales ne disposent plus que de compétences réduites
- Depuis 2003 : améliorations dans la gestion des finances publiques, avec l'adoption d'une stratégie nationale de renforcement de l'autonomie et du développement économique, d'un programme ambitieux de privatisation et de concessions en vue d'améliorer la transparence budgétaire et d'un processus rationnel d'établissement du budget
- L'avancée du processus de décentralisation et l'amélioration de la gouvernance locale dépendent essentiellement de la répartition des compétences territoriales et de l'attribution des ressources correspondantes, qui font l'objet de négociations permanentes avec le gouvernement fédéral dans l'enceinte du parlement
- Les États de la Fédération ont le pouvoir d'emprunter sur le marché domestique des capitaux ou auprès des institutions internationales, avec l'autorisation du gouvernement fédéral.
- Découpage territorial de la fédération nigériane en 3 niveaux
  - Niveau inférieur : 774 administrations locales (*local governments*) soit une vingtaine en moyenne par État
  - Deuxième niveau : 36 États (*states*), administrés par des gouverneurs élus, comme le sont aussi les présidents.
  - La capitale Abuja n'est pas un État, mais un *Federal Capital Territory* divisé en six *area Councils*. Dans cet État fédéral, la décentralisation et les réformes en faveur de la gouvernance se conçoivent aux deux premiers échelons du découpage territorial

---

## EMPLOIS

- Programme d'infrastructures volontariste à l'horizon 2020 (150 Md USD) incluant routes, transports collectifs, programmes d'aménagement urbain – zones franches et zones d'habitat –, réhabilitation et extension des réseaux d'eau, d'électricité, des équipements sociaux, etc.
- La plupart de ces investissements sont opérés en PPP (BOT, concessions) en particulier dans le secteur des transports : voie rapide Lekki-Epe, route de la péninsule de Lekki (300M USD, concession sur 30 ans), transports en commun (*Lagos Light Rail Project*)
- 25 % de ces émissions sont également supposées couvrir le service de la dette

---

## RESSOURCES

- La Constitution charge le gouvernement fédéral d'allouer environ un tiers des recettes fédérales aux administrations locales
- Dépendance des collectivités envers les ressources pétrolières et la faiblesse de leurs ressources propres
- Origine des ressources budgétaires : 65 % des recettes pétrolières versées directement par les compagnies exploitantes
- L'État fédéral transfère 55 % de ses revenus totaux, dont 35 % aux États et 20 % aux administrations locales.
- L'État fédéral redistribue également ses recettes pétrolières inscrites au Compte des excédents de pétrole brut
- Les souscriptions ont été uniquement ouvertes à des investisseurs institutionnels et des acheteurs qualifiés
- Le niveau de souscription montre s'il en était besoin à quel point l'épargne locale disponible est importante et qu'elle est en fait captable pour de l'investissement local à condition de savoir s'organiser

---

## RESSOURCES

- Les administrations locales disposent également des revenus des taxes et impôts locaux (taxes foncières, taxes de collecte des déchets et d'assainissement, équipements productifs, droits de stationnement, etc.). Mais le rendement de ces taxes et impôts est particulièrement faible. Bien qu'ayant triplé en valeur absolue au cours de la décennie écoulée, les ressources propres de l'ensemble des administrations locales n'excèdent pas 4 % de leurs revenus
- La constitution de 1999 prévoit que chaque État reverse aux administrations locales une proportion de ses revenus (10 %), mais ces transferts ne se font pas en pratique
- Au final, ce sont donc les transferts du gouvernement fédéral qui constituent une très grande partie des financements, un témoignage d'une décentralisation financière peu avancée
- Les États, à l'exception de celui de Lagos (*Lagos State* génère en moyenne plus de 60 % de ses revenus), sont dans une situation de dépendance similaire. Durant les années de la décennie 2000, la part des transferts provenant du Compte de la Fédération pouvait atteindre 85 % des ressources budgétaires totales des États.

---

## GESTION

- Manque de capacité de gestion politique et administrative territoriales réduites
- Enracinement de la corruption à tous les échelons territoriaux = écueil le plus difficile à surmonter
- La gouvernance locale souffre du manque de formation des leaders locaux, d'un fort niveau de corruption, du manque de définition des modalités de gestion, du chevauchement de compétences avec les autres échelons administratifs, dont les décisions peuvent impacter sévèrement les budgets (par exemple lorsque l'État fédéral augmente de manière unilatérale les salaires des enseignants).
- L'État de Lagos a acquis un savoir-faire en montage et financement de projet notamment au travers de ses différentes agences :
  - Lagos State Waste Management Authority (LAWMA)* pour le traitement des déchets
  - Lagos Metropolitan Area Transport Authority (LAMATA)* pour les transports
  - Lagos State Traffic Management Authority (LASTMA)* pour la régulation de la circulation
- *Rq* : ces agences se substituent aux schémas institutionnels antérieurs souvent complexes qui faisaient également intervenir les échelons verticaux de la hiérarchie territoriale. Dans le cas de Lagos, c'est également à travers ces agences et sur leur proposition que les initiatives récentes en matière de financement des investissements de l'agglomération sont envisagées.

---

## QUALITE DE SIGNATURE/ANALYSE CREDIT/RISQUE

- L'État de Lagos bénéficie de bonnes notes (AA ou A+) attribuées par Fitch Ratings et deux autres agences de notation (GCG et Augusto & Co)
- Lagos a mis en place un Fonds de garantie alimenté par des ressources locales dédiées et a ainsi sécurisé les investisseurs

---

## AVANTAGES

- Le niveau de souscription montre s'il en était besoin à quel point l'épargne locale disponible est importante et qu'elle est en fait captable pour de l'investissement local à condition de savoir s'organiser
- Tous ceux qui reçoivent une quote part des revenus pétroliers qu'ils génèrent (*oil derivation*) bénéficient par exemple d'un atout que beaucoup de collectivités africaines leur envieraient : le nantissement de recettes pétrolières procure un effet de levier sur les marchés financiers

---

## INCONVENIENTS / QUESTIONS SOULEVEES

- La Constitution est vague quant au partage effectif des compétences, ce qui demeure une source de confusion et de demandes réitérées des États pour, à la fois, une plus grande autonomie et des ressources accrues
- Dépendance des collectivités envers les ressources pétrolières et la faiblesse de leurs ressources propres
- Son organisation fédérale et son histoire administrative et politique se traduisent assez paradoxalement par une tendance à la centralisation
- La dépendance des collectivités locales aux transferts d'État et leur très faible autonomie financière sont un handicap certain à la sortie du sous investissement dont souffrent les villes.